

original: jac D p.B. 15.21.AZ.
 kopien : brf sru kt caf sin grn _____ deh sfr dy ay kj
 wok la

m o s c o u , 23.1.92 12.00

16 _____ hhhhh

pour:

- secretaire d'etat jacobi
- div. pol. i
- div. pol. iii
- dda
- secr. pol.
- ofaee, pays de l'est

premiers contacts avec l'azerbaïdjan

veuillez trouver ci-dessous un bref compte rendu des entretiens que j'ai eus, accompagne de mme tagliavini, lors de mon voyage a bakou du 20 au 22 janvier pour l'etablissement des relations diplomatiques.

ministre des affaires etrangeres, hussein sadyknov:

l'entretien a porte essentiellement sur la forme de l'etablissement des relations. s. insiste pour entourer de quelque solennite la signature de l'accord, a laquelle les media locaux allaient d'ailleurs effectivement donner un certain retentissement. il accepte la forme de l'echange de lettres, mais demande de legeres modifications au projet que je lui soumetts (vous recevrez ces textes par courrier). il n'a pas d'objection a voir accrediter a bakou l'ambassadeur residant a moscou. l'azerbaïdjan pense, de son cote, accrediter en suisse l'ambassadeur residant a bonn. pour les memes raisons qu'en armenie, c'est-a-dire pour manifester la souverainete retrouvée, l'azerbaïdjan tient a ce que je revienne une deuxieme fois pour presenter les lettres de creance.

comme mes autres interlocuteurs, s. me fait part de toute sa satisfaction pour la rapidite avec laquelle la suisse, comme premier etat d'europa occidentale, a reconnu les republics successeurs, et aussi pour n'avoir pas inflige de traitement discriminatoire a l'azerbaïdjan. on rappelle enfin volontiers que la suisse a ete l'un des seize etats qui avaient reconnu l'azerbaïdjan entre 1918 et 1920. nous y avons un consulat, dont on nous a montre le batiment.

selon vos instructions, j'ai mentionne la representation du liechtehstein et propose le maintien en vigueur provisoire de l'accord economique et de l'accord de protection des investissements conclus avec l'urss.

dans l'affaire des stages bancaires, en depit des difficultes dont je lui fais part, s. insiste sur l'importance qu'il y attache et serait reconnaissant que nous puissions trouver une solution proche.

Kopie ging an: bawi

23.01.1992 17.30b -o- bma

Dodis



president moutalibov:

lors de l'entretien d'une heure qu'il m'accorde, le president de la republique se consacre surtout a l'examen de la situation economique. pour lui, il faudra vingt ans au moins pour que les republiques issues de l'urss retablissent leur situation. la division du travail entre republiques est un handicap considerable. par exemple, chaque sorte d'acier n'est fabriquee que dans une seule des cinq usines metallurgiques existant sur le territoire de l'ancienne union. bakou a la seule fabrique d'appareils a air conditionne. il faut donc parvenir, selon m., a une certaine autosuffisance, mais sans toutefois rompre les liens decoulant de l'ancienne structure. tout au long de l'entretien, m. se montre tres "unioniste". il exprime a plusieurs reprises l'espoir que les republiques, mues par une conception raisonnable de leurs interets, se rapprocheront apres s'etre maintenant eloignees. de facon surprenante, il va jusqu'a suggerer que les droits et obligations decoulant de notre accord economique avec l'urss ne devraient pas etre repris separement par les republiques successeurs, mais collectivement par la cei agissant comme une unite, construction qui, a l'evidence, serait inacceptable pour plusieurs republiques.

m., ingenieur et economiste de formation, reste un communiste a peine repent. il avait d'ailleurs approuve le putsch du 19 aout. sa vue des choses est toutefois ponderee par ses connaissances pratiques. il aborde les problemes economiques avec plus de realisme que les dirigeants russes. il se refuse a attribuer un effet magique a des mesures sorties de tout contexte, comme la liberation des prix. la privatisation est l'element essentiel, mais elle suppose l'etablissement d'une situation de concurrence. la ou il n'y a, comme dans les exemples cites, qu'un seul producteur en situation de monopole, la privatisation n'a aucun sens. il faut donc d'abord creer des entreprises rivales dans la meme branche de production. un autre probleme est la corruption qui fait

que les benefices partent en main privree. m. releve que les etats occidentaux sont dans une bien meilleure situation puisque, grace a leur systeme fiscal, ils touchent leur part des revenus de l'economie, alors que les etats heritiers du communisme en sont prives.

sur le nagorno-karabakh, m. est categorique. il s'agit d'une affaire interne de l'azerbaïdjan, dont les lois doivent s'appliquer uniformement sur tout le territoire. il n'y a pas de place pour aucune forme de bons offices, que ce soit une mediation ou une force d'interposition.

premier ministre hassan hassanov:

le premier ministre enumere les domaines ou il y aurait place pour des investissements suisses:

1. exportation et conditionnement de fruit et legumes (conserves, jus de fruits, etc.),
2. aviation civile: la swissair beneficierait a bakou de prix d'achat de l'essence inferieurs au cours mondiaux. l'ouverture d'une ligne pourrait egalement etre envisagee en rapport avec le developpement du tourisme cite ci-dessous.

3. tourisme: des hotels pourraient etre remis a des societes suisses pour etre transformes et exploites. en rapport avec le point precedent, on pourrait envisager un tourisme de groupe bon marche.
4. telecommunications: modernisation du telephone et notamment des liaisons vers l'etranger ou l'automatique n'est pas encore introduit.

ces propositions n'ont en soi rien d'original. il faut toutefois relever qu'elles sont assorties d'une assurance de creer des conditions favorables pour les investissements etrangers, notamment par une loi qui est actuellement en preparation.

je saurais gre a l'ofaec, s'il voit quelque interet a ces propositions, de bien vouloir les transmettre aux milieux economiques interesses.

m. a ajoute qu'il invitait en azerbaïdjan tout conseiller federal qui verrait un interet a y venir.

appreciation generale:

l'azerbaïdjan souffre evidemment de problemes de sous-developpement. mais avec son petrole et son climat, qui en fait un exportateur de produits agricoles, sa situation de base est saine et capable de developpements interessants. cependant, en raison d'accords economiques qui subsistent entre les republicues, l'azerbaïdjan continue de devoir livrer une partie de son petrole a des prix inferieurs aux cours mondiaux. en outre, les techniques d'exploitation sont vieilles et ne permettent d'extraire que 30 o/o du contenu d'un gisement, alors que les techniques modernes permettent d'aller jusqu'a 60 o/o.

les anciens communistes sont toujours au pouvoir, en se declarant maintenant sans parti. nous avons donc une situation bizarre ou le pouvoir est detenu par les sans-parti, alors que l'opposition est composee de tous les partis existants, regroupant tout ce qui n'est pas communiste.

la presence de la turquie est l'element le plus frappant pour le voyageur. des l'arrivee, on apercoit sur l'aerodrome un avion de la compagnie turque, seule compagnie etrangere a atterrir a bakou. le hall vip de l'aerodrome est rempli d'une delegation turque. on rencontre plusieurs journalistes turcs et dans l'hotel des hotes du gouvernement, l'ancien premier ministre eccevit, venu a la tete d'une delegation economique pour mettre sur pied, me dit-il, des relations

triangulaires ou la turquie servirait d'intermediaire entre les pays industrialises et l'azerbaïdjan. enfin, aujourd'hui meme, le president moutalibov se rend a ankara, a la tete d'une forte delegation.

l'option en faveur de la turquie est le point le plus marque de la politique etrangere de l'azerbaïdjan. le president moutalibov a qualifie la turquie de modele. pays laique et occidentalise, elle offre meme, vue de bakou, un exemple de democratie.

cette attitude est aisement compréhensible. L'Azerbaïdjan est exposé aux influences de la Turquie et de l'Iran. Sa population est chiite comme les Iraniens, mais la langue est très proche du turc. Il est bien évident qu'entre ces deux influences celle de la Turquie est préférable. Elle offre un contre-poids au risque de fondamentalisme musulman et promet une ouverture vers l'Occident.

Il faut, en effet, souligner que l'Azerbaïdjan n'envisage nullement un tête-à-tête avec la Turquie. Nos interlocuteurs ont insisté à plusieurs reprises sur leur désir d'établir des liens étroits, notamment économiques, avec l'Europe occidentale et le rôle que la Suisse pourrait jouer à cet égard a été souligné de façon répétée.

De son côté, la Turquie se montre très active dans la région et ne cache pas son espoir d'arriver à mettre sur pied une sorte de Commonwealth turc. Beaucoup s'en inquiètent, à mon avis à tort, car dans une situation complexe où chaque République va son propre chemin, l'établissement de liens entre les membres d'une sorte de communauté turque serait à mon avis un facteur de stabilité.

ritter

ambasuisse